



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,  
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France**

**Unité départementale du Val-de-Marne**

Service risques et installations classées (SRIC)  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL

CRÉTEIL, le 17 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TEVA SARL**

10 rue condorcet  
94430 Chennevières-sur-Marne

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2023/YBC/N°189GR  
Code AIOT : 0007404524

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement TEVA SARL implanté 600 ROUTE DE BRIE à La Queue-en-Brie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a procédé, le 26 Avril 2023, dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle, à une visite d'inspection de la société TEVA, située au 600 route de Brie à La-Queue-en-Brie. Cette inspection visait également les suites de l'inspection du 5 octobre 2020.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes**

Les ICPE présentes au droit de la société TEVA sont:

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités	Régime
2780-1-a	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de	Plateforme de compostage pouvant traiter <b>150 t/j</b> de déchets végétaux entrants	A

	<p>méthanisation.</p> <p>1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires ; la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j.</p>	(soit 60 t/j de compost produit)	
<b>3532</b>	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– traitement biologique</li> <li>– prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération</li> <li>– traitement du laitier et des cendres</li> <li>– traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.</li> </ul> <p><i>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</i></p>	Plateforme de compostage pouvant traiter <b>150 t/j</b> de déchets végétaux entrants (soit 60 t/j de compost produit)	A
<b>2714-2</b>	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Transit, regroupement de bois :</p> <p><b>937 m<sup>3</sup></b> dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– grosses branches : <b>139 m<sup>3</sup></b> ;</li> <li>– souches et troncs : <b>97 m<sup>3</sup></b> ;</li> <li>– plaquettes forestières en sortie de broyage : <b>236 m<sup>3</sup></b> ;</li> <li>– plaquettes forestières en transit : <b>319 m<sup>3</sup></b> ;</li> <li>– mulch 20/80 en sortie de criblage du compost : <b>145 m<sup>3</sup></b>.</li> </ul>	D
<b>2791-2</b>	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j.</p>	<p>Broyage et criblage de bois : <b>7 t/j</b> (environ 1 700 t/an) dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– grosses branches : <b>4 t/j</b> (environ 1 000 t/an);</li> <li>– souches et troncs : <b>3 t/j</b> (environ 700 t/an);</li> </ul>	DC

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Réserve de sable meuble-2714	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, point 4.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie-plans des locaux	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 8.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie-appareils d'incendie	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 8.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie-extincteurs	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 8.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets réceptionnés	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 9.1.2.3	/	Sans objet
7	Isolement du réseau de collecte	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.2.4.1	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie - Moyen d'alerte	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 8.2.5	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités suivantes ont été constatées:

- **Non-conformité n°1 :** Absence de réserve de sable meuble et d'une pelle à proximité de l'installation de tri de déchets.
- **Non-conformité n°2 :** Absence d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 de l'AP complémentaire du 30 juin 2017.
- **Non-conformité n°3 :** Absence d'une réserve d'eau stable d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction et accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.
- **Non-conformité n°4 :** Absence d'extincteurs à proximité de la zone de stockage des produits en sortie de compostage.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/06/2017, article 9.1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets réceptionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Après vérification de l'existence des documents prévus à l'article 9.1.2.1 (cahier des charges et information préalable), toute réception donne lieu à un enregistrement des informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de réception ;</li><li>• la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;</li><li>• les quantités reçues ;</li><li>• l'identité du transporteur ;</li><li>• l'identité du producteur ou de la collectivité en charge de leur collecte, l'origine des déchets et la référence de l'information préalable correspondantes ;</li><li>• la date prévisionnelle de fin de traitement (correspondant à la date d'entrée du compost sur l'aire de stockage des composts maturés).</li></ul> Ces informations sont reportées dans un registre. Dans le cas où celui-ci est informatisé, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sauvegarde des données. Les données doivent être conservées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des agents de contrôle chargés de l'application des articles L.255-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime.
<b>Constats :</b> L'exploitant a montré à l'inspection des installations classées son registre des déchets entrants avec le code déchet et le code de traitement qui va être opéré dans l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Réserve de sable meuble-2714**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, point 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'une réserve de sable meuble et d'une pelle à proximité de l'installation de tri de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Isolement du réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater qu'un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Toutes les eaux susceptibles d'être polluées sont dirigées vers un bassin de rétention puis sont envoyées vers un bassin de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie - Moyen d'alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose bien d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie-plans des locaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne dispose pas de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 de l'AP complémentaire du 30 juin 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie-appareils d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté qu'à l'entrée du site se trouve un poteau incendie communal. L'exploitant a indiqué que ce dernier n'avait pas de débit suffisant et que lors du dernier incendie, il y a environ 6 ans, les pompiers ont dû pomper dans le bassin de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'exploitant a indiqué que les bassins de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées leur servirait en cas de départ de feu. Or, ces derniers bassins ont vocation à être vides pour pouvoir stocker des effluents pollués (eaux pluviales ou eaux d'extinctions incendie) et ne sont donc pas suffisants pour faire office d'eaux d'extinction incendie. L'exploitant doit donc mettre en place une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction et accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve disposera des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie-extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En particulier, l'exploitant dispose d'un extincteur de type 21B (à CO2 par exemple) près du tableau général électrique et près des appareils présentant des dangers d'origine électrique.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'extincteurs vérifiés en 2022 à proximité des andains de déchets. Cependant la zone de stockage des produits en sortie de compostage ne dispose pas d'extincteur à proximité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois